



PRÉFET DE L'ESSONNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 084 spécial publié le 19 juin 2020

Sommaire affiché du 19 juin 2020 au 18 août 2020

SOMMAIRE

DCSIPC

- Arrêté n° 2020-PREF-DCSIPC-BSIOP- N° 765 du 19 juin 2020 portant autorisation provisoire d'installation d'un système de vidéoprotection pour le site : commissariat des Ulis

DRCL

- Arrêté inter préfectoral n° DRCL-BLE-2020170-0001 du 18 juin 2020 portant modification des statuts du syndicat intercommunal de traitement et valorisation des déchets (SITREVA), accompagné de ses statuts



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ESSONNE

CABINET

Direction du Cabinet, de la Sécurité Intérieure
et de la Protection Civile
Bureau de la Sécurité Intérieure et de l'Ordre Public

ARRÊTE

n° 2020-PREF-DCSIPC-BSIOP- n° 765 du 19 juin 2020
portant autorisation provisoire d'installation d'un système de vidéoprotection
pour le site: Commissariat de police des Ulis

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de la Sécurité Intérieure, notamment ses articles L251-1 à L223-9 et L255-1, et plus particulièrement l'article L-252-6 et L-252-7 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure, notamment ses articles R251-1 à R253-4 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet hors classe en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU le décret du 31 décembre 2018 portant nomination de M. Sébastien CAUWEL, Sous-préfet Directeur de cabinet du Préfet de l'Essonne ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 modifié, portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

VU l'arrêté n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-35 du 21 février 2020 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien CAUWEL, Directeur de Cabinet du préfet de l'Essonne, et M. François GARNIER Directeur Adjoint du Cabinet,

VU l'arrêté n°2011-PREF-DCSIPC/BSISR - 741 du 17 octobre 2011 autorisant l'installation et le fonctionnement d'un système de vidéoprotection pour le commissariat de police des Ulis ;

VU l'arrêté 2020-PREF-DCSIPC-BSIOP- N°484 du 22 avril 2020 portant mesures de police applicables dans le département de l'Essonne, en vue de prévenir les violences urbaines.

VU l'arrêté 2020-PREF-DCSIPC-BSIOP- N°730 du 11 juin 2020 portant mesures de police applicables dans le département de l'Essonne, en vue de prévenir les violences urbaines.

VU la demande d'autorisation provisoire présentée par le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Essonne en vue d'obtenir l'autorisation et le fonctionnement d'un système de vidéoprotection comportant 1 caméra extérieure visionnant la voie publique pour le site suivant : Commissariat de police des Ulis ;

CONSIDERANT l'impossibilité matérielle de réunir la commission départementale des systèmes de vidéoprotection préalable à la délivrance de l'autorisation préfectorale d'installation du système de vidéoprotection du commissariat des Ulis ;

CONSIDERANT que la présidente de la commission départementale de vidéoprotection est informée ;

CONSIDERANT que, en application des articles L 122-1 du code de la sécurité intérieure et 11 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet de département a la charge de l'ordre public, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger les bâtiments publics, de préserver la sécurité et l'ordre publics à l'occasion notamment des festivités de la fête de la musique et du 14 juillet 2020, susceptibles de générer des désordres dans un contexte de violences urbaines ;

CONSIDERANT que dans le département, les forces de l'ordre sont la cible de guets-apens récurrents depuis le 6 avril 2020 avec des jets de projectiles dont des tirs d'engins pyrotechniques ;

CONSIDERANT que le 28 mars 2020 à 00H10 puis à 00h50, lors d'un contrôle et d'une sécurisation de quartier et le 3 mai dans la rue des Bergères, les policiers de la BAC opérant dans le secteur de la commune de Les Ulis ont subi de multiples attaques émanant de groupes de jeunes aux visages camouflés et ont été la cible de plusieurs jets de projectiles (pavés et bouteilles de verres) dont des tirs de mortiers ;

CONSIDERANT que le commissariat des Ulis a lui aussi été la cible dans la nuit du 3 mai et le 16 mai de multiples tirs de mortiers causés par des groupes de jeunes ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Essonne, est autorisé à installer une caméra extérieure visionnant la voie publique positionnées sur le commissariat des Ulis sis au 124 avenue des champs laniers aux Ulis (91440) à compter du 19 juin 2020 jusqu'au 1^{er} septembre 2020.

ARTICLE 2 : Le public est informé de manière claire et significative de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, pour l'exercice du droit d'accès aux images.

ARTICLE 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 30 jours.

ARTICLE 4 : En application de l'article R252-12 du code de la sécurité intérieure les agents des services de police, de gendarmerie, de douane et/ou d'incendie et de secours dûment habilités, peuvent accéder aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1^{er}. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours.

ARTICLE 5 : Ce dispositif, conforme aux normes techniques en vigueur, poursuit la finalité suivante :

- la sécurité des personnes,
- le secours à personnes, défense contre l'incendie préventions de risques naturels ou techno
- la prévention des atteintes aux biens,
- la protection des bâtiments publics,
- la prévention d'actes terroristes.

ARTICLE 6 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L, 251-2, L 251-3, L 252-1 à L 252-6, L 253-1 à L 253-5 et R 252-11 du code de la sécurité intérieure ou en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture. Elle peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, sis 56 avenue de Saint Cloud - 78011 Versailles Cedex ou au moyen de l'application « Télérecours citoyen » (<https://www.telerecours.fr>).

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur de cabinet du Préfet de l'Essonne, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Madame la Colonelle Commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur est adressé.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Adjoint du Cabinet


François GARNIER



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté inter préfectoral n° DRCL-BLE-2020170-0001

Signé par

Vincent ROBERTI, Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines,

Benoît KAPLAN, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne

et

Adrien BAYLE, Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir

le 18 juin 2020

**28 – Préfecture d'Eure-et-Loir
DRCL – Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de la Légalité et des Elections**

Arrêté inter préfectoral portant modification des statuts
du syndicat intercommunal de traitement et valorisation des déchets
(SITREVA)



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture / Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de la légalité et des élections**

**Arrêté inter préfectoral portant modification des statuts
du syndicat intercommunal de traitement et valorisation des déchets (SITREVA)**

La Préfète d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du
Mérite,

Le Préfet de l'Essonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre National du
Mérite

Le préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-20, L.5711-1 et suivants ;

Vu l'arrêté n°78-2018-09-20-003 du 20 septembre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Vincent ROBERTI, sous-préfet, Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines ;

Vu l'arrêté de la Préfète d'Eure-et-Loir n° 14a/2020 du 30 mars 2020 portant délégation de signature au profit de Monsieur Adrien BAYLE, Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-PREF-DCPPAT-BCA-014 du 21 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 454 du 1^{er} mars 1994 modifié portant création du Syndicat mixte intercommunal du projet IRIS (SYMIRIS) ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2004-0420 du 30 avril 2004 portant modification de la dénomination du SYMIRIS en SITREVA (Syndicat intercommunal pour le Traitement et la Valorisation des déchets) ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n° DRCL-BLE-2018024-0001 du 24 janvier 2018 portant représentation-substitution du syndicat mixte pour la collecte, le traitement des déchets et leur valorisation, la production d'énergie (SMCTVPE) pour l'ancien territoire du SICTOM du Hurepoix au sein du syndicat intercommunal de traitement et valorisation des déchets (SITREVA), à savoir : la communauté de communes du Val d'Essonne (91), pour la commune de Leudeville ; la communauté de communes du Pays de Limours (91), en totalité ; la communauté de communes du Dourdannais en Hurepoix (91), en totalité ; la communauté de communes entre Juine et Renarde (91), pour les communes de Boissy-sous-Saint-Yon, Mauchamps, Saint-Sulpice-de-Favières, Saint-Yon, Souzy-la-Briche, Villeconin et la communauté d'Agglomération Etampois Sud Essonne (91) pour les communes d'Authon-la-Plaine, Chatignonville, Mérobert, Le Plessis-Saint-Benoist et Saint-Escobille ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2018-PREF.DRCL-520 du 3 octobre 2018 portant modification des statuts et changement de nom du syndicat mixte pour la collecte, le traitement des déchets et leur valorisation, la production d'énergie (SMCTVPE) en syndicat pour l'innovation, le recyclage et l'énergie par les déchets et ordures ménagères (SIREDOM) ;

Vu la délibération n° 2019-56 du 13 novembre 2019 du comité syndical du SITREVA approuvant la modification des statuts dudit syndicat, et notamment les articles 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8 et 9, à compter du prochain renouvellement général du comité syndical ;



Vu la délibération n° 2019-56 du 13 novembre 2019 du comité syndical du SITREVA approuvant la modification des statuts dudit syndicat, et notamment les articles 1^{er}, 2, 5, 6, 7, 8 et 9, à compter du prochain renouvellement général du comité syndical ;

Vu les délibérations des comités syndicaux et des conseils communautaires des membres approuvant, à la majorité qualifiée, la modification des statuts du syndicat intercommunal de traitement et valorisation des déchets (SITREVA), à compter du prochain renouvellement général du comité syndical ;

ARRÊTENT

Article 1^{er} : La modification des statuts du syndicat intercommunal de traitement et valorisation des déchets (SITREVA) est acceptée, à compter du prochain renouvellement général du comité syndical.

Article 2 : Les statuts annexés au présent arrêté se substituent aux statuts précédents.

Article 3 : Messieurs les secrétaires généraux des préfectures d'Eure-et-Loir, de l'Essonne et des Yvelines, Messieurs les Directeurs Départementaux des Finances Publiques d'Eure-et-Loir, de l'Essonne et des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures d'Eure-et-Loir, de l'Essonne et des Yvelines.

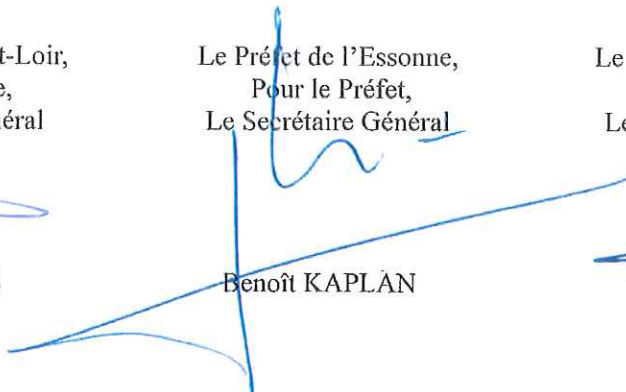
Chartres, le **18 JUIN 2020**

La Préfète d'Eure-et-Loir,
Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général



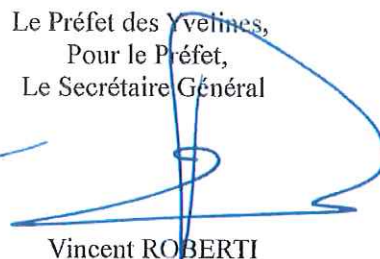
Adrien BAYLE

Le Préfet de l'Essonne,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Benoît KAPLAN

Le Préfet des Yvelines,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Vincent ROBERTI

ANNEXE

« SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DES DECHETS (SITREVA) »

STATUTS

Article premier : Création du syndicat – Dénomination

En application des articles L. 5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre :

- La communauté de communes des Portes euréliennes d'Île-de-France ;
- Le syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères de la région de Rambouillet (SICTOM de la région de Rambouillet) ;
- Le syndicat intercommunal de la collecte et du traitement des ordures ménagères de la région d'Auneau (SICTOM de la région d'Auneau) ;
- Le syndicat intercommunal pour la collecte et le traitement des ordures ménagères de la région de Châteaudun (SICTOM de la région de Châteaudun) ;
- Le syndicat pour l'innovation, le recyclage et l'énergie par les déchets et ordures ménagères (SIREDOM)
- La communauté d'agglomération du Pays de Dreux ;

un syndicat mixte dénommé : « Syndicat intercommunal de traitement et de valorisation des déchets (SITREVA) ».

Conformément à l'article L. 5711-1 du code général des collectivités territoriales, le syndicat est régi, d'une part, par les dispositions des chapitres Ier et II du titre 1^{er} du livre II du code général des collectivités territoriales et, d'autre part, par les présents statuts.

Article 2 : Objet

Le syndicat mixte exerce en lieu et place de ses membres, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales, la partie de la compétence de collecte et de traitement des déchets des ménages comprenant :

- Le traitement et la valorisation ;
- Le stockage des déchets ultimes ;
- L'exploitation des déchèteries ;
- Les opérations de transport, de transfert, de tri ou de stockage qui s'y rapportent.

La mise en place des déchèteries et l'organisation en direct des collectes sélectives restent de la compétence des membres du syndicat mixte.

Article 3 : Siège

Le siège du syndicat est fixé à l'adresse suivante : Le Bois Gaillard 28 150 OUARVILLE.

Article 4 : Durée

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Il pourra être dissous suivant les règles prévues à l'article L. 5212-33 du code général des collectivités territoriales.

Article 5 : Comité syndical

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical composé de conseillers syndicaux, délégués des membres du syndicat mixte.

Le nombre de délégués titulaires de chaque établissement membre est déterminé au prorata du niveau de population constaté au dernier recensement INSEE en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de renouvellement du comité syndical ou, le cas échéant, de modification du périmètre du membre concerné, sur la base d'un délégué par tranche entière ou entamée de 10 000 habitants. Chaque membre dispose d'autant de délégués suppléants que de délégués titulaires.

Aucun membre ne peut détenir à lui seul la majorité des sièges au comité syndical.

A défaut de respect de cette règle par le comité syndical du syndicat mixte, il appartient à n'importe lequel de ses membres de saisir le syndicat mixte par lettre recommandée avec accusé de réception. A compter de cette saisine, aucune décision de gestion ne peut être prise sous peine de nullité tant que la nouvelle répartition des sièges n'a pas été réalisée.

En cas d'empêchement d'un délégué titulaire, l'établissement membre concerné peut se faire représenter par un délégué suppléant qui a, dans ce cas, voix délibérative.

Le comité syndical se réunit, sur convocation du président, chaque fois qu'il est nécessaire et au moins deux fois par an. Le président est tenu de le convoquer à la demande du tiers au moins des conseillers syndicaux le composant.

Le comité syndical règle par ses délibérations les affaires qui sont de la compétence du syndicat.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les conditions de validité des délibérations du comité syndical, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances sont celles applicables aux conseils municipaux.

Article 6 : Bureau

Le Bureau est composé :

- du président,
- des vice-présidents,
- de conseillers syndicaux au prorata du niveau de population de chaque membre du syndicat mixte à raison d'un conseiller par tranche pleine ou entamée de 60 000 habitants.

Le Bureau se réunit sur convocation du président.

Il peut exercer par délégation du comité syndical une partie de la fonction délibérative de ce dernier à l'exception des attributions énumérées à l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales.

Article 7 : Dispositions financières

Les recettes du budget du syndicat sont celles prévues à l'article L. 5212-19 du code général des collectivités territoriales.

La contribution des membres aux dépenses d'administration générale du syndicat mixte sera calculée au prorata de la population.

Elle sera calculée par le syndicat mixte et notifiée à chacun des membres au moins 30 jours avant la date limite de vote des budgets syndicaux.

Elle devra être versée au syndicat mixte au plus tard 90 jours après le vote du budget de chaque membre.

Article 8 : Adhésion

Conformément à l'article L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales, des communes ou des syndicats ou d'autres collectivités territoriales peuvent être admis à faire partie du syndicat mixte avec le consentement du comité du syndicat mixte. La délibération du comité syndical doit être notifiée au représentant exécutif de chacun des membres du syndicat mixte.

La décision d'admission est prise par le préfet après accord des organes délibérants des membres du syndicat mixte sur la délibération du comité syndical, exprimé dans les conditions prévues par l'article L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales.

Article 9 : Retrait

En dehors des cas visés aux articles L. 5212-29 et L. 5212-30 du code général des collectivités territoriales, un membre ne peut se retirer, en tout ou partie, du syndicat mixte qu'avec le consentement du comité syndical du syndicat mixte dans les conditions prévues à l'article L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales. Le comité syndical du syndicat mixte fixe en accord avec l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement intéressé les conditions dans lesquelles s'opère le retrait. Le retrait est subordonné à l'accord des organes délibérants des membres du syndicat mixte sur la délibération du comité syndical, exprimé dans les conditions prévues par l'article L. 5211-19 du code général des collectivités territoriales. La décision de retrait est prise par le préfet.

Lorsqu'une collectivité ou un établissement est admis à se retirer du syndicat mixte, il continue à supporter les services de la dette pour tous les emprunts contractés par le syndicat mixte et pour toutes les cautions données pendant la période où il en était membre proportionnellement à sa contribution aux dépenses du syndicat, telle que définie au dernier alinéa de l'article 7 des présents statuts.

Lorsque ces emprunts font l'objet d'une mesure de nature à en diminuer la charge, l'annuité due par la collectivité ou l'établissement admis à se retirer est réduite à due concurrence.

Article 10 : Mission d'assistance au syndicat mixte

Le syndicat mixte peut passer toutes conventions utiles en vue de la réalisation de son objet. A cet effet, le syndicat peut notamment conclure des conventions d'assistance technique, juridique et économique, avec les organismes de son choix.

Article 11 :

Les présents statuts restent annexés aux délibérations des comités syndicaux les ayant approuvés.